

Socialisme et défense nationale [Schluss]

Autor(en): **Calpini, J.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizer Soldat : Monatszeitschrift für Armee und Kader mit FHD-Zeitung**

Band (Jahr): **11 (1935-1936)**

Heft 21

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-710711>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les effectifs de la défense sont restreints, comparativement à ceux de l'offensive. La vulnérabilité est moindre. Les forces de la défensive sont plus ou moins abritées, le chef aura prévu des retranchements, des abris, casemates, etc.

Un exemple: Verdun, en 1916. Le Général Pétain, dans un ordre du jour resté mémorable, avait dit: On ne passe pas. Et les Allemands ne passèrent pas. Verdun demeura inviolé. Pendant des mois, du reste, ils s'acharnèrent à la conquête de cette forteresse. Les hécatombes d'hommes ne se comptaient plus, des villages entiers furent réduits en miettes, il devint impossible de les situer sur le terrain!

Mode d'action.

2 modes d'action:

- destruction à distance des forces de l'adversaire;
- action de mouvement, tendant à l'abordage, à la lutte, au corps à corps.

Depuis l'invention des armes à feu, l'action des armes est devenue l'action de feu, que nous appellerons simplement « feu ».

Combiner les deux modes d'action « Feu » et « Mouvement », tel est, dans l'ordre tactique, l'acte du commandement.

Du commandement.

Exercer un commandement, c'est d'abord, en effet, prendre une décision; ensuite, c'est la faire appliquer, en poursuivre le développement jusqu'à achèvement, obtention du but poursuivi. S'adapter aux changements constants de situation, feinte de l'antagoniste, avance, mouvements etc.

Les éléments de la décision sont:

- la mission
- les moyens dont on dispose
- la situation de l'ennemi (au moyen de petites cellules de renseignement, tentaculaires, le chef obtiendra des renseignements précieux)
- la situation des troupes amies, ce que l'on a à droite, à gauche, éventuellement devant soi, et derrière soi
- le terrain
- les circonstances diverses — saison, climat, visibilité etc.

Les préliminaires du combat.

Ces phases sont les suivantes:

- la marche d'approche
- la prise de contact
- l'engagement
- l'attaque
- l'occupation du terrain conquis et l'exploitation du succès.

Du combat à l'intérieur de la position, horaire (heure (« H »), barrage roulant, concentrations successives, bonds intermédiaires.

L'infanterie a abordé et franchi la première ligne ennemie, entrée dans la position organisée.

Il s'agit pour elle:

- de manœuvrer par les intervalles de la défense non battus ou mal battus, pour faire tomber les points forts par débordement, ce qui implique recherche de la surprise par l'action de mouvement
- de se protéger où elle risque d'être prise à partie par un tir efficace, en neutralisant le feu ennemi.

Une fois la première ligne atteinte, des incidents vont surgir, qu'elle devra liquider, et qui ralentiront l'al-

lure générale du combat. D'autre part, l'Etat-Major sera souvent dans l'impossibilité de se rendre compte des progrès réalisés. Le « Vide du champ de bataille » n'est pas un vain mot, ne permet guère de suivre, dans le dédale des organisations, les progrès d'une infanterie diluée et utilisant le terrain.

Ainsi, on est amené à concevoir un horaire, suivant lequel se déplaceront vers l'avant le premier échelon d'infanterie et les tirs d'appui de l'artillerie.

Cet horaire, étudié et élaboré, sera arrêté d'avance. Il sera étudié.

Il sera basé sur les considérations suivantes:

- l'infanterie, sera toute proche des derniers obus de son artillerie, pour pénétrer chez l'ennemi,
- que les incidents imprévisibles l'obligeront à avancer à une moyenne horaire extrêmement réduite.

Les enseignements tirés de la guerre mondiale 1914 à 1918 permettent d'affirmer avec plus ou moins de certitude que la vitesse moyenne sera de 100 mètres en trois ou quatre minutes. C'est donc sur cette vitesse que l'horaire d'allongement des tirs d'artillerie sera basé méthodiquement.

Ces tirs d'artillerie revêtent deux formes générales:

- barrage progressif, appelé en termes techniques « barrage roulant », c. à. d. « L'artillerie tirera à supposer, au début, sur une ligne déterminée d'avance, puis allongera son tir, 4 minutes après le premier coup, dit coup « initial » d'un bond de 100 mètres, et procédera ainsi par bonds de même amplitude,
- barrage de démarrage, ou « pilonnement », dont l'effet moral, sur le fantassin, l'entraînera en avant. Ce tir, hâtons-nous d'ajouter, ne sera que momentané.

Ouvrons une rapide parenthèse à ce sujet: Sous-officiers, n'oubliez pas l'importance capitale de la liaison, qui devient difficile en l'occurrence par le bruit, aussi s'ingénie-t-on à trouver des moyens plus rapides: fusée, liaison par avion, ou par signaux optiques. L'agent de liaison reste toujours extrêmement précieux, mais il peut tomber, frappé d'une balle, d'un éclat d'obus, etc., aussi faut-il organiser le système névralgique des liaisons d'une manière parfaitement étudiée.

Admettons maintenant que l'infanterie soit arrivée sur la première des lignes d'arrêt fixée par l'horaire, pour le réajustement de sa progression avec les tirs d'appui directs.

(A suivre.)

Socialisme et défense nationale

(Suite et fin.)

J'en arrive au bouquet: la conclusion. Elle est intitulée: « Premier tableau. » Cet article, en effet, est le premier de toute une série d'autres. Ici, plus rien de « courtelinesque ». En une fresque dantesque, effroyable, le camarade Graber nous prouve par A B qu'il est inutile, pour un petit pays comme le nôtre, de songer seulement à se défendre.

Je cite: « Plus de soixante millions d'habitants au nord, avec un équipement militaire et industriel de tout premier ordre; quarante millions à l'ouest avec une armée fortement préparée et dotée de tout l'appareil militaire le plus perfectionné; quarante-deux millions au sud, animés par un fanatisme délirant, appuyés par des forces techniques du dernier cri, et nous, au centre, avec quatre millions d'habitants et une production à l'avenant: voilà la proportion mathématique et dans une guerre chimique et mécanique, c'est la seule qui

compte.» Et Monsieur Graber de conclure que nous n'avons qu'à nous laisser aller. Il a même le front d'ajouter cyniquement: «Il n'y a aucune honte à cela.» Si Monsieur Graber mourrait étouffé, ce ne sera toujours pas par son amour propre! Plus loin, il ajoute: «Nous concluons, en face de ces faits à l'inanité pratique de nos armements en cas de guerre européenne.» C'est fait: les efforts de nos autorités et de notre peuple; les sacrifices consentis à travers les siècles par nos ancêtres afin de faire de nous un peuple fort et confiant dans ses destinées, tout cela est jugé inutile et vain; tout cela est anéanti en une seule phrase. Gaz délétère, hypérite morale, voilà l'œuvre de cet homme. Et l'hurluberlu qui ose écrire de pareilles insanités est un représentant du peuple au Conseil National!

Puis, nous passons dans une toute autre atmosphère et nous nous trouvons brusquement en pleine Bucolique. Recueillez-vous et écoutez: «La Suisse n'a qu'une chance de salut, qu'une chance de sauver sa dignité: celle que lui donne le progrès du droit et du désarmement. Ces chances sont fragiles (en effet), mais le sont moins que celles que nous pourrions courir sur le terrain de la force. Sur ce terrain nous rejoignons en outre les forces mauvaises qui travaillent au crépuscule de la civilisation européenne, à la ruine de nos richesses spirituelles et sociales. Sur celui du droit et du désarmement, nous rejoignons les forces salutaires et libératrices qui travaillent à l'aurore d'une glorieuse phase de cette civilisation, au salut de nos richesses les meilleures.»

N'est-ce point magnifique et touchant? Ce crépuscule et cette aurore, quels tableaux! quelle fraîcheur de couleurs! et, dominant le tout, la grande utopie du Désarmement. Comme tout cela est simple. Que ne suis-je poète pour chanter tout cela en des vers éthérés!

Non, Monsieur Graber, s'il vous plaît, un peu de réalisme, et trêve à l'utopie. Vous dénoncez avec beaucoup de justesse un danger réel, et nous sommes d'accord avec vous pour dire que notre protection n'est pas encore achevée. Mais là se termine votre œuvre. Vous êtes pareil à un médecin qui, après avoir fait son diagnostic, refuse d'indiquer un remède. Incapable de collaborer utilement à la protection de notre peuple, vous préférez le démoraliser, briser sa force de résistance, sa confiance; vous lui liez les mains pour le livrer mieux à un agresseur éventuel. Votre responsabilité est terrible. Il est vrai qu'en cas de danger, vous en rejetez tout le poids sur ceux que vous appellerez «les responsables» et qui, eux, travaillent utilement. Je ne vous parlerai pas de la longue garde de nos soldats à la frontière, en 1914, et qui fit réfléchir l'étranger. Vous ne pourriez pas comprendre: votre œuvre de novembre 1918 le prouve.

Mais le peuple suisse, lui, se souvient. Et les forces morales qui l'ont soutenu pendant la dernière guerre le soutiendront encore. Notre devoir est maintenant comme alors, de nous faire respecter. L'accomplir est plus difficile et onéreux maintenant qu'alors, qu'importe: nous le remplirons malgré vous. Et quand sonnera l'heure du danger, de la grande épreuve, nous saurons montrer que nous sommes toujours là et nous tiendrons devant l'envahisseur, malgré vous.

Plt. J. Calpini.

Une sinistre farce:

La reconnaissance des Soviets

Lorsqu'en novembre 1918, le Conseil fédéral fit acte d'autorité et de décision en décrétant l'expulsion de la mission diplomatique bolchéviste installée à Berne sans être accréditée

officiellement, le pays pouvait se croire purgé, semblait-il, pour un certain temps du moins, de la clique malfaisante des Bérzine, Zalkine et autres Balabanoff de triste mémoire.

Dix-huit ans de tranquillité relative se sont écoulés depuis cette époque tragique où la révolution faillit de peu mettre nos villes et nos villages à feu et à sang; pourtant, malgré le souvenir du danger frôlé de si près, malgré le double exemple actuel de l'Espagne saccagée par les moscoutaires et de la France rongée de grèves alimentées financièrement et spirituellement par la puissance soviétique — et la guerre à coups de lingots d'or tue son homme plus sûrement qu'avec du plomb — on parle en Suisse de reconnaissance des Soviets!

L'audace du communisme ne connaît vraiment plus de bornes, non content d'avoir empoisonné peu à peu la majeure partie des états européens, il veut s'en prendre une fois de plus à notre pays qui, par sa situation géographique, ne tarderait pas à devenir le centre de l'immense toile d'araignée tissée par les Lénine, Staline et consorts, si d'aventure notre Parlement ne se montrait suffisamment ferme et décidé à s'opposer par tous les moyens à l'action soviétique en Suisse.

Faut-il le rappeler? le communisme a été dénoncé par certains socialistes eux-mêmes. L'un d'eux, un convaincu, le français Proudhon n'a pas hésité à avertir ses compatriotes que si la révolution sociale triomphait en France, elle aboutirait à un immense cataclysme dont l'effet immédiat serait:

de stériliser la terre;

d'enfermer la société dans une camisole de force;

de faire périr par la famine trois ou quatre millions d'hommes; quand le gouvernement sera sans ressources, quand le pays sera sans production et sans commerce;

quand la capitale affamée, bloquée par les provinces, ne payant plus, n'expédiant plus, sera sans arrivages;

quand les ouvriers démoralisés par la politique et le chômage des ateliers chercheront à vivre n'importe comment;

quand l'Etat requerra l'argenterie et les bijoux des citoyens pour les envoyer à la Monnaie;

quand les perquisitions domiciliaires seront l'unique mode de recouvrement des contributions;

quand les bandes affamées parcourront le pays, organisant le pillage et la maraude;

quand le paysan, le fusil chargé, gardant sa récolte, abandonnera la culture;

quand la première gerbe aura été pillée, la première maison forcée, la première torche allumée, la première femme violée;

quand le premier sang aura été répandu;

quand la première tête sera tombée;

quand l'abomination de la désolation sera sur tout le pays; oh! alors vous saurez ce qu'est une révolution sociale.

Une multitude déchaînée, armée, ivre de vengeance et de fureur, voilà les fruits de la Révolution dite démocratique et sociale.

Toutes proportions gardées, ce tableau peut s'appliquer aussi bien à notre pays qu'à la France. Douterait-on encore de son exactitude qu'il suffirait de se rappeler le langage de Lénine dans sa «Lettre aux ouvriers américains»:

«... A l'époque révolutionnaire, la lutte des classes a inévitablement et inéluctablement, toujours et partout, pris la forme de la guerre civile, et la *guerre civile est impossible sans les plus affreuses destructions, sans la terreur la plus sanglante*, sans des restrictions apportées aux formes de la démocratie dans l'intérêt de la guerre. Seuls, les onctueux curés, ecclésiastiques ou laïques — nous voulons parler des socialistes de parlement ou de salon — sont capables de ne pas voir, de ne pas sentir cette nécessité. Seuls, des hommes emboîtés, momifiés, sont capables de renier la révolution pour ces motifs, au lieu de se jeter résolument et passionnément dans le combat *lorsque l'histoire exige que la guerre tranche les plus grandes questions qui s'imposent à l'humanité.*»

Les épouvantables exemples de la révolution russe ont prouvé qu'il ne s'agissait point de littérature, mais de réalités sanglantes.

Reconnaître les Soviets en Suisse, ce serait poser nous-mêmes la première pierre d'un édifice dans lequel, de la cave au grenier, on conspirerait contre l'Etat et le pays. La modernisation et la réorganisation de notre armée doivent aller de pair avec l'assainissement politique de la population, le communisme a donné suffisamment de preuves de ses intentions pour que des mesures d'interdiction soient pleinement justifiées. On s'est ému à Berne des menées nationales-socialistes allemandes en Suisse, quand y jugera-t-on que la sinistre